

Mali : les islamistes repoussés, Paris demande à l'ONU d'agir vite



La contre-offensive menée par l'armée française aux côtés de l'armée malienne et avec l'aide d'autres forces étrangères, a permis de repousser les islamistes de la ville de Konna, dans le centre du pays.

La situation sur le front au Mali, où une contre-offensive contre les islamistes a été lancée vendredi, serait désormais «globalement sous contrôle», a assuré le président Dioncounda Traoré. L'aide militaire apportée par la France a permis de repousser les jihadistes qui avaient pris d'assaut la ville de Konna, dans le centre du pays.

Les clés de l'intervention française au Mali

«Accélérer» le déploiement d'une force internationale

Mais tandis que cette contre-attaque se poursuit («elle durera le temps nécessaire», a assuré le président français vendredi), Paris souhaiterait que l'ONU réagisse vite à son tour. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité vendredi, la France demande qu'il «accélère la mise en oeuvre de la résolution 2085», celle qui avait été adoptée le 20 décembre et qui ordonne le déploiement d'une Force internationale de soutien au Mali (Misma).

Cette force doit compter plus de 3300 soldats issus des forces militaires d'Afrique de l'Ouest uniquement, à qui les armées européennes seront chargées d'apporter une aide logistique. L'envoi de ces hommes n'étant prévu que pour «le premier semestre 2013», Paris voudrait que le calendrier soit resserré.

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont déjà envoyé leurs soldats

Il semblerait que cet appel ait été entendu, puisque dès vendredi soir, les pays d'Afrique de l'Ouest ont officiellement autorisé l'envoi immédiat de troupes.

Le président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le président ivoirien Alassane Ouattara, a en effet «décidé d'autoriser l'envoi immédiat des troupes sur le terrain dans le cadre de la Misma».

Pour l'instant, la nationalité des forces africaines présentes au Mali aux côtés de la France n'est pas entièrement connue. Selon le chef des opérations militaires malien, le colonel Oumar Dao, il s'agirait de soldats sénégalais et nigériens. Mais un responsable de l'armée sénégalaise a assuré à l'AFP que son pays n'avait «pas de troupes combattantes» dans le pays.

Un hélicoptère français abattu, les Etats-Unis en renfort

De l'autre côté de l'Atlantique, c'est Washington qui envisage d'apporter son aide militaire aux forces déjà présentes sur le terrain. Le Pentagone suit de près l'avancée des Français sur le front : selon le commandant en chef des opérations militaires en Afrique du Pentagone, cité vendredi par le New York Times, un hélicoptère français aurait «apparemment été abattu lors d'une attaque». De telle sorte que «l'armée américaine étudie la possibilité de fournir des renseignements, du ravitaillement en vol et d'autres appuis aux forces françaises», a déclaré vendredi un haut-responsable américain à l'AFP sous couvert d'anonymat. Il s'agirait donc d'un appui «logistique» uniquement, proposant de déployer notamment des drones de surveillance.

Les Etats-Unis avaient immédiatement salué «l'objectif français d'empêcher des terroristes de bénéficier d'un sanctuaire dans la région» vendredi, tout comme Londres.

